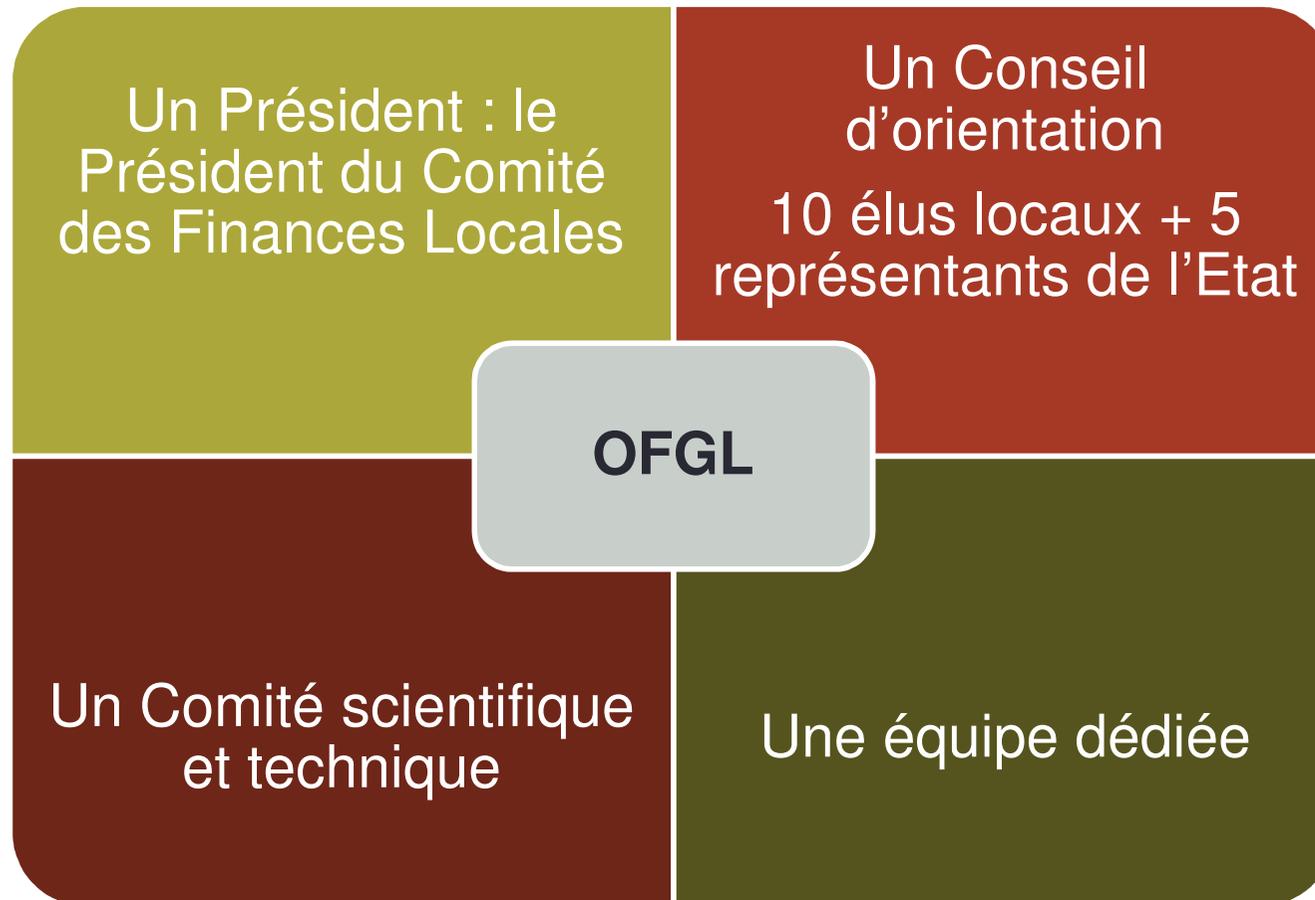




**Conférence de presse**  
**André Laignel, Président**  
**27 mars 2018**

## Organisation et gouvernance



- **Un Président** : Président du Comité des finances locales André Laignel, Maire d'Issoudun, premier vice-président de l'AMF.
- **Un Conseil d'orientation** composé de dix élus locaux et de cinq représentants de l'État
- **Un Comité scientifique et technique** : créé sur décision du Conseil d'orientation le 17/11/2016, il comprend des représentants des administrations et organismes publics, des représentants des associations d'élus et des personnels territoriaux, des chercheurs et experts en finances et gestion publique locales
- **Une équipe** : un secrétaire général (depuis 12/04/2017) et trois collaborateurs (depuis sept. 2017)

## Conseil d'orientation

### Président :

- **André LAIGNEL**, président du CFL.

### Membres :

#### 10 représentants des collectivités locales:

- **Christian BILHAC**, Maire de Péret.
- **Jean Claude BOULARD**, Maire du Mans et Président de Le Mans Métropole.
- **Carole DELGA**, Présidente du Conseil régional d'Occitanie.
- **Charles GUENE**, Sénateur de la Haute-Marne.
- **Edith GUEUGNEAU**, Présidente de la Communauté de communes Entre Arroux, Loire et Somme.
- **Antoine HOME**, Maire de Wittenheim.
- **Pierre JARLIER**, Président de Saint-Flour Communauté.
- **Philippe LAURENT**, Maire de Sceaux.
- **Jean-René LECERF**, Président du Conseil départemental du Nord.
- **David LISNARD**, Maire de Cannes.

#### 5 représentants de l'Etat

**DGCL (2), DGFIP, DB et CGET**

## Comité scientifique et technique

### Directions d'administration centrale

- DGCL, DGFIP, DB, CGET, DGOM, DLF, DT, SGMAP, IGF, IGA, IGAS, DGCS, DREES, DGAFP, INSEE

### Organismes publics

- Cour des comptes, CDC, CNFPT

### Associations d'élus

- AdCF, AMF, AMRF, APVF, France urbaine, Villes de France, ADF, Régions de France

### Associations de personnels territoriaux

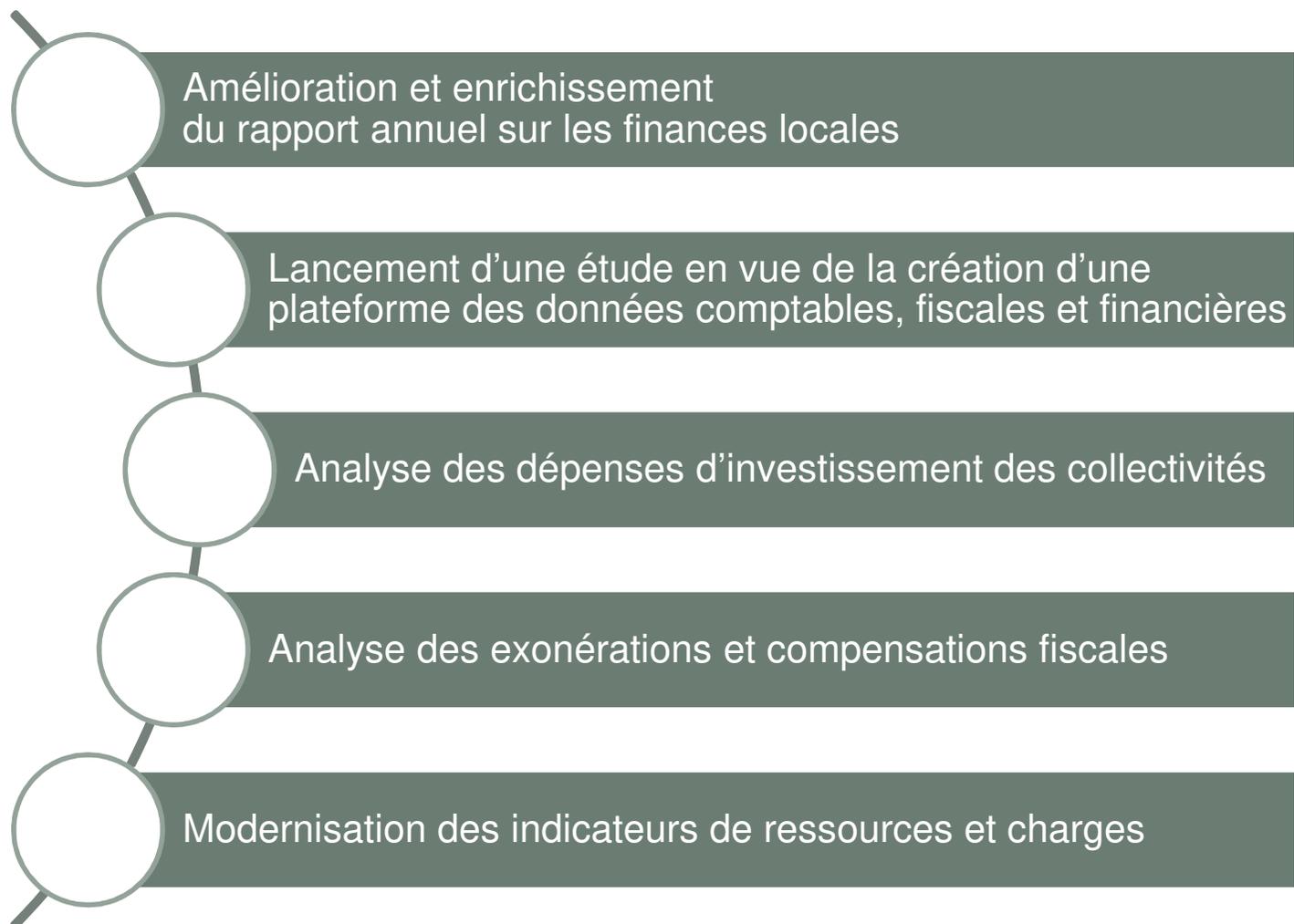
- AATF, ADT Inet, AITF, AFIGESE, SNDGCT

### Autres personnalités qualifiées

- Universitaires (M. Bouvier, R. Hertzog, F. Navarre et M. Leprince), Experts (P. Mahé, JS. Ruggiu, P. Rogier, Direction des Etudes LBP, O.Wolf)...

- Mise en place de sous-groupes opérationnels en fonction des thématiques traitées
- Appui sur des compétences externes en fonction des sujets

## Rappel : Chantiers prioritaires arrêtés par le Conseil d'orientation



- **Chantiers validés lors de la séance du Conseil d'orientation du 10/10/2017**

## Etat d'avancement

- **5 réunions du Comité scientifique et technique en sous-groupes en fonction des compétences**
- **Groupe de travail consolidation avec DGCL et autres acteurs intéressés**
- **Axes de réflexion sur les thématiques** : pédagogie, recensement, impact sur les finances locales
- **Aujourd'hui :**
  - ✓ **Présentation des 1ers résultats et avancées sur deux chantiers**
  - ✓ **Sortie du premier numéro de « Cap sur... »**

## Chantier « Analyse des exonérations et compensations fiscales »

### → premiers résultats

- Note « Etat des lieux » en préparation
- Synthèse fournie aujourd'hui en avant-première
  
- Contenu :
- **I - Des allègements de fiscalité locale aux formes multiples**
  - Décidés par les collectivités : abattements ou exonérations
  - Décidés par le législateur : dégrèvements / exonérations / abattements, voire suppressions
- **II – Les modalités de compensations**
  - Des dégrèvements qui prennent une place prédominante
  - Compensations d'exonérations : des mécanismes qui impliquent les collectivités dans le financement des allègements octroyés
  - Poids des compensations fiscales dans les budgets locaux : modéré en moyenne mais fort sur certains territoires

## Chantier « Analyse des exonérations et compensations fiscales »

### → premiers résultats

- Cartographie des ressources de compensation

#### Dégrèvements et compensations d'exonérations en 2018 (LFI)

Dégrèvements	
Contribution éco. territoriale*	6 470 M€
Taxes foncières :	1 161 M€
Taxe d'habitation :	6 864 M€
<b>Total* :</b>	<b>14 495 M€</b>

\*hors restitution d'excédents de CVAE

Compensations d'exonérations	
<b>Allocations compensatrices : 2 049 M€</b>	
Contribution éco. territoriale :	60 M€
Taxe foncière sur le bâti :	122 M€
Taxe foncière sur le non bâti :	133 M€
Taxe d'habitation :	1 734 M€
<b>Dotations de compensation (y.c. FDPTP) : 3 783 M€</b>	
Dot. transfert compensations exonérations :	530 M€
Dot. de compensation de la réforme TP :	2 920 M€
Fonds départemental de péréquation TP :	333 M€

**Ressources de compensation perçues : 5,8 Mds€ en 2018**, soit l'équivalent de 7% des ressources fiscales directes.

**-1,2 Md€ en 6 ans**

→ Certaines composantes servent de variables d'ajustement

**2,5 Mds€ d'exonérations législatives sont financés par les collectivités (60%)**

→ Les modalités de calculs aboutissent à des compensations partielles

**Compensations d'éxo. = 3,1% des recettes de fonctionnement des collectivités (en moyenne) :**

- ✓ 2,5% pour les communes
- ✓ 5,1% pour les groupements à fiscalité propre
- ✓ 3,1% pour les départements
- ✓ 3,4% pour les régions.

## Chantier « Analyse des dépenses d'investissement des collectivités locales »

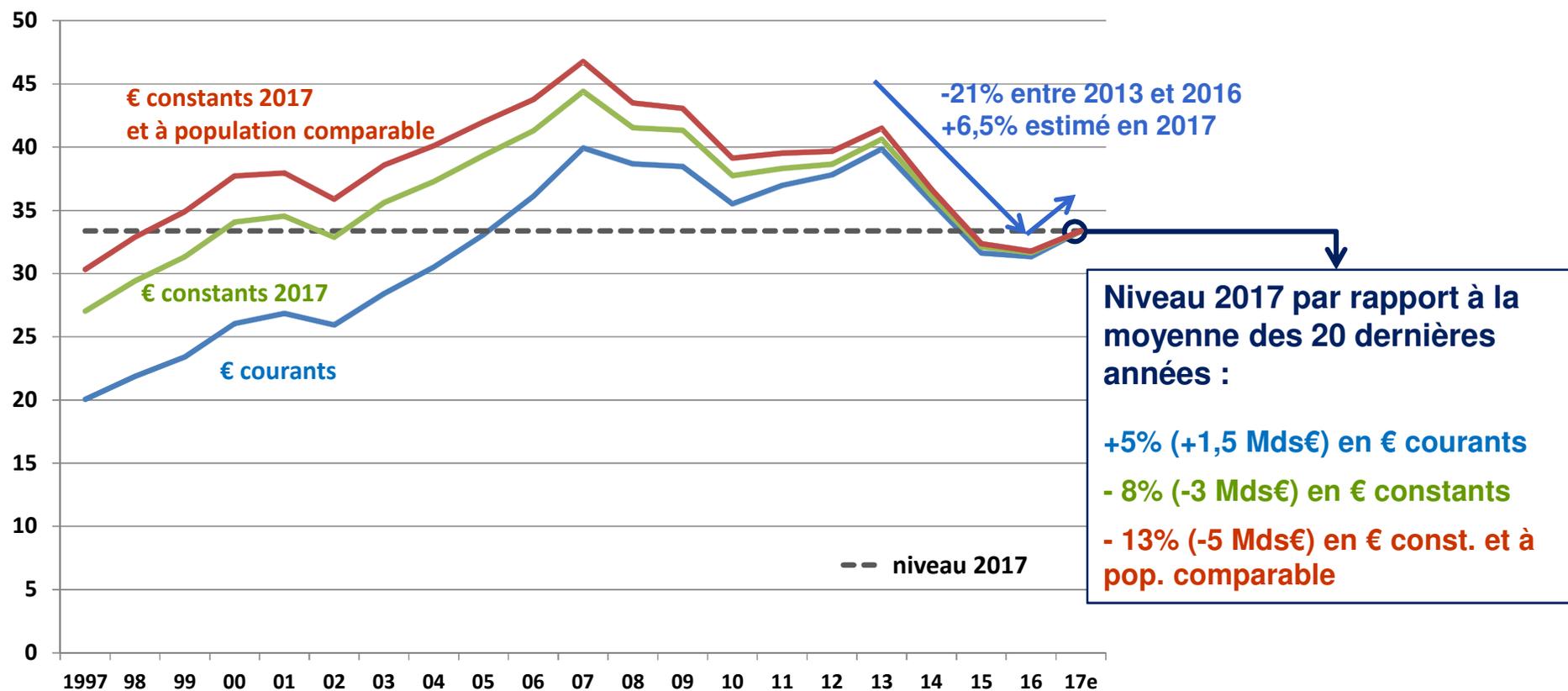
- **Note de cadrage en préparation**
- **Axes de réflexion** : Mesures et financements / natures et finalités / disparités territoriales / vision patrimoniale
- **Avancées** :
  - Premières estimations investissements 2017
  - Poids et dynamiques des subventions entre niveaux de collectivités
  - Version test d'une application en ligne :  
« cap sur la data de l'investissement public local » (objectif Mai 2018)

## Chantier « Analyse des dépenses d'investissement »

### → premiers résultats

- 2017 : un net rebond des dépenses d'équipement direct, mais un niveau qui reste faible

Dépenses d'équipement direct des collectivités locales et leurs groupements à fiscalité propre  
(budgets principaux, Mds€)



## Chantier « Analyse des dépenses d'investissement »

### → premiers résultats : subventions entre collectivités

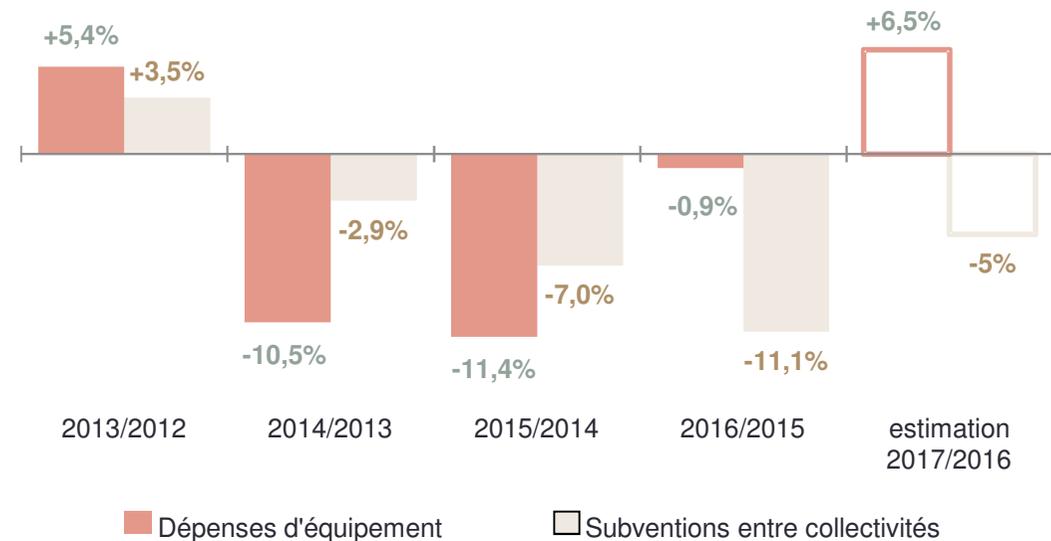
- Subventions d'investissement entre collectivités : des montants importants (3,1 Mds€ estimés en 2017)...
- ...mais en net repli depuis 2013

Subv. d'investissement entre collectivités :  
**Près de 1 Md€ en moins en 4 ans, -25%**

**Taux de subventionnement moyen**  
 (subv. reçues / dépenses d'équipement) :

**8% en 2017 contre 10% en 2015**

**Taux d'évolution des dépenses d'équipement et des subventions entre collectivités locales**



Traitement : OFGL - Source : DGFIP-Comptes de gestion

- Un enjeu fort pour le bloc communal, et en particulier pour les plus petites communes

## Chantier « Analyse des dépenses d'investissement »

### → *cap sur la data de l'investissement public local*

- Une application en ligne qui fournira des éléments de référence sur l'investissement
- L'utilisateur choisi un échantillon de collectivités en isolant une collectivité s'il le souhaite
- Il obtient
  - une data-visualisation descriptive de cet échantillon (et, le cas échéant, de la collectivité choisie)
  - des données individuelles exploitables sur l'investissement (niveaux, financements)
- **Etapas suivantes :**
  - Présentation aux membres du Comité Scientifique et Technique intéressés
  - Finalisation technique
  - Mise en ligne planifiée pour mai

## Une collection « OFGL » dédiée : « Cap sur »

- Publications, bases de données spécifiques, documents animés....  
Il est proposé que les productions OFGL prennent la forme de « Cap sur... »
  - « Cap » : Collecter, Analyser et Partager
  - Mise en ligne sur « collectivités-locales.gouv.fr »
  - **Cap n°1** sur *les subventions d'investissement entre niveaux de collectivités* (doc joint au dossier)

### A suivre :

- **Cap n°2** sur *les allègements de fiscalité directe locale et leurs compensations* (Avril 2018)
- **Cap n°3** sur *la data de l'investissement public local*  
Application en ligne, outil de suivi et d'aide au pilotage des investissements dans les territoires (Mai 2018)

## Un nouveau rapport « Les finances des collectivités locales »

Présentation au CFL (juillet 2018)

